

21 mars 2017

Vaincre le chômage et la précarité

Développer l'industrie et les services publics



L'emploi industriel a reculé de 25% en quinze ans. Les fermetures de sites, les délocalisations, la prise de contrôle par des firmes étrangères — ainsi, en 2015, Lafarge, Alcatel, l'essentiel de Alstom et demain pourquoi pas Areva et EDF — réduisent le potentiel industriel de la France, et notre indépendance. **Nous importons 60% des produits industriels.**

Les promesses de François Hollande ont vite été abandonnées comme l'a démontré le dossier symbolique de Florange. L'Etat a démissionné devant la finance.

Depuis 2012, 900 entreprises ont mis la clef sous la porte..

La France doit disposer d'une industrie et de services publics forts répondant aux besoins de la population qui assurent un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social pour tous.

**LE 21 MARS 2017, LA CGT IMPULSE, PARTOUT EN FRANCE, PARTOUT DANS L'HÉRAULT,
UNE JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DE MOBILISATION.**

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT, NOUS N'AVONS PAS ÉCHAPPÉ À CETTE CASSE.

Sanofi, IBM, les sites Schneider de la Pompignane et Fabrègues, Cameron, et tant d'autres ont connu leurs plans de suppressions d'emploi. A Florensac, nous comptons près de 900 emplois dans la métallurgie il y a dix ans, il en reste moins de 200 aujourd'hui...

Cette casse industrielle a des conséquences bien connues : chômage de masse, politique de bas salaires, précarisation, pauvreté.

Les politiques mises en œuvre ont toujours eu la même logique : cadeaux aux entreprises sans contrepartie. Remise en cause des droits sociaux. Remise en cause des financements des services publics et de la protection sociale. Loi de Sécurisation de l'emploi, loi Macron, loi Rebsamen, loi Travail, autant de cadeaux au patronat sans que celui-ci ne mette en œuvre sa promesse de créer un million d'emplois.

Le CICE qui coûte 40 milliards par an n'a pas d'effet sur l'emploi, il a servi à augmenter les dividendes des entreprises du CAC 40.

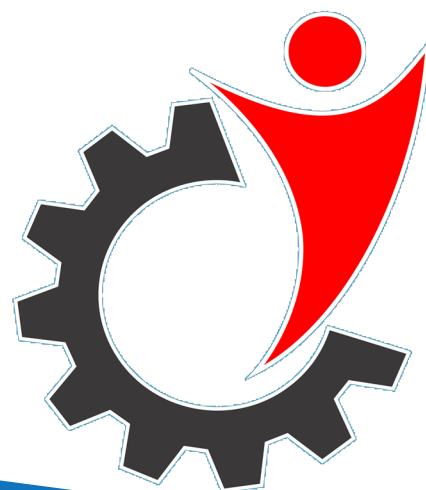
La seule mesure ayant eu un effet levier sur l'emploi remonte à la mise en place des 35 heures. Face aux défis du numérique, pour lutter contre les temps partiels imposés et les burn-out la CGT propose une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures.

La CGT mobilise pour exiger une véritable politique qui se fixe comme objectif la reconquête de l'industrie et des services publics. Exigeons de pouvoir relocaliser les productions.

Exigeons de l'Etat de véritables politiques publiques en capacité de relever les enjeux de l'avenir. Nous mettons en débat des propositions très concrètes pour notre département pour pouvoir répondre aux enjeux d'avenir tant sur le plan sociétal, environnemental, économique et social.

Savez-vous que si demain on était dans l'obligation de construire des bus électriques nous ne disposons plus de l'appareil industriel permettant de le faire ?

La CGT34 a une ambition « vivre et travailler dignement dans l'Hérault ». Nous exigeons un plan d'urgence pour le département. Le chômage de masse, la précarisation, le mal développement territorial ne sont pas une fatalité.



COÛT DU TRAVAIL OU COÛT DU CAPITAL ?

Le 23 août 2016, le rapport Henderson Global Investors indiquait que la France était sur le podium mondial en terme de versement des dividendes. Au deuxième trimestre les grandes entreprises ont versé plus de 35 milliards d'euros de dividendes soit une hausse de 11,2%. Ce montant est cinq fois supérieur que l'impôt payé par les entreprises non financières à l'Etat. S'ajoute 40 à 60 milliards d'euros non perçu du fait de l'évasion fiscale.

RÉPARTIR AUTREMENT, ÇA C'EST CAPITAL





AVEC LA CGT, DES PROJETS POUR L'HÉRAULT

Paul Boyé à Bédarieux



Si nous produisons des marchandises, si nous remportons le pari de relocaliser des productions, alors la politique du TOUT ROUTIER et du TOUT CAMION n'est plus possible.

Cette entreprise fabrique des vêtements de haute qualité exigeant des personnels formés et qualifiés. Nous proposons de créer une formation qualifiante couture avec le lycée professionnel pour conserver les savoir-faire et connaissances à Bédarieux et offrir des perspectives d'emploi local aux générations futures.

Fret ferroviaire

Le constat est sans appel. La ville de Montpellier n'est plus desservie depuis dix ans par le fer. Le port de Sète est quasi à l'abandon du point de vue ferroviaire. La ville de Béziers n'est plus desservie par fer depuis 2003.



Les propositions de la CGT

> Montpellier

Retour d'une desserte fret : base de Vendargues pour les produits de consommation, Près d'arènes MIT, et Garosud messageries et plateformes logistiques. Construction d'une plateforme multimodale à euro gare. Desservir le centre ville par navettes tram-fret.

> Béziers

Retour de la desserte Béziers-Capiscol. Desserte de la Cameron et du pôle industriel. Fonction Relais entre port de Sète et la ligne Béziers Neussargue. Travail sur les filières bois et agricoles. Gare multimodale.

> Sète

Revitaliser le chantier conteneur. Transformer le chantier Sète marchandise et plateforme de ferroutage en lien avec le Maghreb. Etre tête de pont avec le Massif central via le triage de Béziers. Développer les flux transportés par péniche via le canal.

Presse régionale

Les titres de presse voient leurs tirages réduire et le pluralisme remis en cause. La CGT réclame une loi sur la presse.

Les représentants de la FILPAC-CGT maintiennent que la négociation qui s'ouvre avec les dirigeants des groupes Dépêche du Midi, propriétaire du Midi Libre, et Riccobono, imprimeur, doit prendre en compte les aspects suivants :

✓ Volet industriel

- Nature des outils
- Charge de travail "PQR, PQN, information pluraliste et citoyenne".

✓ Volet Economique

- Confirmer la nature des relations de partenariat entre les imprimeurs qui pourraient dans le temps ouvrir la voie d'un réseau d'impression au service de la presse d'information pluraliste et citoyenne.

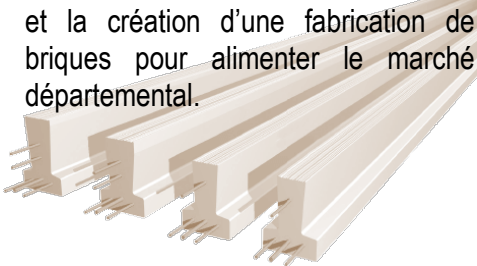
✓ Volet Social

- Le traitement de l'emploi et les solutions sociales devront être traités globalement avec pour préalable une solution pour chaque salarié.

L'ouverture d'une telle négociation, inédite dans notre profession doit permettre de construire les bases d'une réflexion plus large sur le territoire et de poser aux pouvoirs publics le statut et la reconnaissance d'un réseau d'imprimeries au service de l'information pluraliste et démocratique.

KPI

Fabrique des poutrelles pour les planchers du bâtiment dont la qualité et le savoir-faire sont reconnus. Nous revendiquons la production sur place d'une unité de fabrication d'encadrements de fenêtres et la création d'une fabrication de briques pour alimenter le marché départemental.



Dépôt SNCF de Béziers

Nous revendiquons la rénovation du Train jaune à l'identique et la création d'un nouveau centre d'entretien et de réparation des trains régionaux. Ces deux projets pourraient servir d'exemple des savoir-faire et permettraient de travailler les convergences avec des entreprises métallurgiques (Cameron et sous-traitants) de créer des convergences avec les lycées de Techniques de Prades et Béziers



Pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industrie

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, etc.. **Il faut des services publics forts dans tout le pays pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire.**

La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. Dans le même temps, le développement industriel est une des conditions de financement des services publics.

Les politiques d'austérité, la réforme territoriale, celles de l'Etat et de l'hôpital sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital, au détriment des besoins des usagers et des conditions de travail et d'emploi des agents.

Sur notre département, les services de santé sont débordés ce qui occasionne de la souffrance au travail pour les personnels comme pour les usagers. Les politiques de transport ont favorisé le tout camion et le tout routier au dépend du ferroviaire et du transport collectif. La métropole capte l'essentiel des investissements dans une logique de mise en concurrence des territoires. Dans nos villes et nos villages, la garde des enfants est insuffisante et inadaptée. Les personnels des collectivités territoriales connaissent des remises en cause de leur travail, les départs ne sont plus remplacés à cause des baisses de dotation.

Les personnels des écoles, du collège, des lycées, des universités font face au manque des moyens alors que chacun connaît l'importance de l'Education de notre jeunesse pour préserver l'avenir. L'ensemble des fonctionnaires a connu cinq ans de gel des salaires.

Notre ambition de pouvoir **vivre et travailler dignement dans l'Hérault**

repose sur la réponse aux besoins des populations, sur la prise en compte des enjeux

environnementaux et économiques,

sur la confiance dans les atouts de notre territoire.

Ce territoire peut offrir d'autres perspectives que l'activité touristique et l'emploi saisonnier. Nous proposons, pour faire face à l'éloignement des lieux de décision, la mise en place d'une instance paritaire départementale, sous l'autorité du Préfet. Notre ambition peut amener à créer de très nombreux emplois et de nouvelles richesses. C'est par la création d'emploi que nous garantirons le fonctionnement de nos services publics, le financement de notre protection sociale.

Des projets de services publics,

Création d'un service d'urgences à l'hôpital de Lodève, en collaboration avec le CHRU de Montpellier, permettant la consultation de médecins spécialistes, la création d'un bloc opératoire. Aujourd'hui des élus locaux reprennent à leur compte ces propositions et un collectif s'est créé pour soutenir cette revendication.

La CGT réclame aussi la création d'un service d'urgences à Agde.



J'agis, je me syndique à la CGT !

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

- prendre contact
 me syndiquer



NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

.....

Bulletin à remettre à un militant CGT, dans votre Union Locale ou à renvoyer à l'Union Départementale CGT de l'Hérault :

